Marcel FOURNIER

sociologue, département de sociologie, Université de Montréal
directeur de la revue Sociologie et Sociétés.

(1980)

“D’Esdras à Jean-Jacques ou la recherche d’une troisième voie”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Marcel Fournier, “D’Esdras à Jean-Jacques, ou la recherche d’une troisième voie”. Un article publié dans la revue *Possibles*, Montréal, vol. 4, no 3-4, printemps-été 1980, pp. 251-267.

M. Marcel Fournier est sociologue à l’Université de Montréal et directeur de la revue *Sociologie et Sociétés*.

[M. Fournier nous a autorisé à diffuser la totalité de son œuvre publiée au Québec, le 12 décembre 2002]

marcel.fournier@umontreal.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

Édition complétée le 21 avril 2004 à Chicoutimi, Québec.

Table des matières

Introduction

1. La crise et la restauration de l'ordre social
2. De l'État-Providence au "monstre technocratique"
3. Les ambiguïtés de la "troisième voie"
 - La nostalgie d'une société rurale, petite et homogène
 - La lutte des classes et le mouvement syndical
 - La question nationale et l'État
4. L'autogestion, une stratégie de repli ?

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Depuis les années 1920 (et de la montée du mouvement communiste en Europe) et plus particulièrement à la suite de la crise économique de 1929, le système capitaliste est l'objet de remises en question plus ou moins radicales, qui conduisent parfois à l'élaboration de solutions, d'alternatives ou de projets de société. Habituellement conçus par des intellectuels ou des spécialistes en sciences sociales - rappelons que l'École des Sciences Sociales de l'Université de Montréal a été créée en 1920 dans le but explicite de contrer la menace du communisme - ces solutions et projets de société ont pour caractéristiques communes de renvoyer dos-à-dos le totalitarisme (dont le communisme) et le libéralisme économique, de véhiculer une conception "humaniste" de l'économie et enfin de se référer aux aspirations soit du peuple soit de la nation canadienne-française ou québécoise (nationalisme). De ces solutions ou projets de société qui furent l'objet de débats sur les tribunes publiques et dans les revues politico-intellectuelles, nous pourrions en retenir trois, qui apparaissent en continuité les uns avec les autres et qui, à des périodes différentes ont fasciné plusieurs intellectuels et spécialistes en sciences sociales : d'abord le mouvement coopératif (qui à un moment fut associé à un projet corporatif), ensuite le mouvement de participation (et de groupes populaires) et enfin plus récemment, le mouvement autogestionnaire. Nous nous limiterons pour notre part au premier et au dernier de ces mouvements et plus précisément à des textes produits par des intellectuels et spécialistes en sciences sociales étroitement associés à l'un et l'autre de ces mouvements. La publication récente d'une part d'un premier volume des écrits économiques d'Esdras Minville,

L'économie du Québec et la science économique (Montréal, Fides, 1979) et l'autre part d'un essai d'un professeur en sociologie de l'Université Laval, Jean-Jacques Simard, *La longue marche des technocrates* (Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1979) nous fournit un bon prétexte pour soulever quelques questions : le discours qu'on tient aujourd'hui sur le mouvement autogestionnaire est-il très différent de celui que des aînés tenaient il y a trente ou quarante ans sur le mouvement coopératif ? Sinon, comment expliquer cette similitude ? Nous pensons qu'il s'agit là de deux expressions d'une même recherche, celle d'une "troisième voie" entre le capitalisme et le communisme et que cette recherche n'est nullement indépendante à la fois de la position qu'occupent les intellectuels dans la structure sociale québécoise et de la situation particulière du Québec.

1. La crise et la restauration de l'ordre social

[Retour à la table des matières](#)

Les années 20 et 30 qui sont des années de misère généralisée - des "années tristes" a-t-on dit - sont le moment d'une renaissance d'un nationalisme (celui de l'abbé Groulx) qui véhicule de façon mitigée un sentiment anti-capitaliste, exprime aussi un besoin de renouveau - soit au niveau personnel (La Relève) soit au niveau politique (Vivre de Jean-Louis Gagnon : les Jeunes-Canada d'André Laurendeau) - qui conduit à l'élaboration de certaines solutions et même à l'esquisse de projets d'une société "meilleure". Les types d'action proposée peuvent être classifiés en trois catégories principales : 1) une action traditionnaliste qui, caractérisée par une critique de l'exode rural, une politique de retour à la terre et un programme de colonisation, traduit un refus de la situation industrielle et l'affirmation des traditions canadiennes-françaises ; 2) acceptation de la situation industrielle et commerciale et lutte contre les Canadiens anglais sur leur propre terrain (appui à la petite entreprise, campagne d'achat chez nous) ; 3) enfin, changement de l'économie provinciale de telle façon que soit nul le contrôle des étrangers sur les institutions québécoises. Cette dernière action, certes la plus radicale, est cependant corporatiste.

Le corporatisme est la "plus importante réforme où aiment à se complaire nos penseurs sociaux" ¹ de Mgr Paquet ou Mgr Bruchési à Maximilien Caron, Gérard Picard, Alfred Charpentier, François-Albert Angers ou François Hertel et même Esdras Minville, Gérard Filion, Victor Barbeau, le Père Lévesque, etc., et ce pour des motifs aussi divers que le désir de destruction du système capitaliste actuel ou le rêve d'un millénarisme égalitaire. Cette solution est perçue à la fois comme le remède à l'anarchie du laissez-faire et comme un moyen d'éviter le totalitarisme, c'est-à-dire comme le "juste milieu" entre le libéralisme, le fascisme et l'étatisme communiste. Aussi satisfait-elle autant les "progressistes" que les réactionnaires. Et quelle qu'en soit l'ambiguïté puisque nous pouvons distinguer trois types de déviations (quasi-fasciste, du laissez-faire et de la gauche), cette doctrine corporatiste, souvent qualifiée de "projection d'attitudes rurales dans un nouveau monde industriel confus", a, malgré ou peut-être du fait de son imprécision et de son caractère utopique, une très grande influence : elle inspire l'importante loi de l'extension des conventions collectives, mobilise par ses propositions Simples (achat chez nous, nationalisation de l'électricité, etc.) l'attention de la population et enfin est, par la médiation du Programme de Restauration Sociale, à la base de la formation de l'Action Libérale Nationale et de la fondation de l'Union Nationale. Ce "programme", élaboré en 1933, c'est-à-dire au creux même de la crise économique, est le document de cette période des "années tristes" pendant laquelle les Canadiens français prennent conscience des faiblesses du capitalisme et cherchent des solutions conformes à l'enseignement des encycliques. Le programme d'abord rédigé par treize ecclésiastiques, dont le Père Lévesque et plusieurs évêques réunis par le Père Papin Archambault, s.j. de l'École Sociale Populaire, reçoit un accueil favorable. Mais un groupe de spécialistes des questions sociales et économiques tels les Esdras Minville, A. Charpentier, Ph. Hamel, etc., considérant le message des ecclésiastiques trop général en fait une application concrète aux réalités québécoises : l'objectif est d'établir un ordre social plus conforme à la justice sociale et de le préserver des bouleversements auxquels l'expose la situation actuelle.

Doctrines inspirées des enseignements sociaux de l'Église, le corporatisme ne constitue cependant pas alors un projet politique qui est porté par un mouvement social ou par un parti; tout au plus cette doctrine influence-t-elle des programmes politiques, suggère des législations et oriente des actions concrètes. Plus précisément, celle-ci fournit une légitimité à deux types d'actions ou d'organisations proprement économiques : à savoir le coopératisme et les associations professionnelles. De tous les intellectuels francophones qui sont alors tentés par le corporatisme - d'où une certaine admiration pour les régimes de Salazar, de Franco ou de Mussolini - Esdras Minville est un de ceux qui ont été les plus actifs défenseurs de ces modes d'organisation et qui en ont fourni une justification non seulement d'ordre moral, mais aussi d'ordre

¹ Trudeau, Pierre Elliot, *La grève de l'amiante*, Montréal, Cité Libre, 1954.

nationaliste. La publication récente d'un premier tome de ses écrits, *L'économie du Québec et la science économique*, permet de mieux connaître la "pensée sociale et économique" de cet intellectuel, qui fut directeur de l'École des Hautes Études Commerciales et aussi, pendant plusieurs années, doyen de l'École des Sciences Sociales de l'Université de Montréal. Les principaux axes de cette pensée, qui est, faut-il préciser, très fortement imprégnée de la doctrine sociale de l'Église, sont les suivants :

- refus à la fois du libéralisme économique (ou de l'individualisme libéral) et du communisme (ou du totalitarisme). Se référant à la crise économique de 1929, Esdras Minville écrit que "les Canadiens français, comme les autres, ont eu alors à souffrir du désordre général" et qu'ils ont pris conscience de "l'inaptitude du régime capitaliste à résoudre les problèmes douloureux sortis de son propre fonctionnement". Issu d'une famille d'agriculteurs et de pêcheurs pauvres, Minville est lui-même scandalisé de "l'accumulation de gigantesques sommes superflues entre les mains d'un petit nombre" alors même que la "gêne ou la misère est le partage de la multitude". Par ailleurs, le communisme ne lui apparaît pas comme une alternative valable : celui-ci préconise des soi-disantes réformes dont le caractère est "inhumain", conçoit l'homme comme "asservi à l'économie" (p. 112), etc. Le renouveau économique et social ne peut donc se réaliser qu'en "dépassant l'individualisme désormais insuffisant", mais en "évitant le collectivisme étatique".
- référence à un humanisme (chrétien), qui d'une part "ordonne l'action économique-sociale au bien commun et pose comme condition le respect des libertés essentielles de la personne humaine" et qui d'autre part, cherche à fonder un ordre social non pas sur l'antagonisme, mais sur "l'entraide, la collaboration, l'appui mutuel" (p. 226).
- Quant à la culture canadienne-française qui doit certes beaucoup au "génie français", elle apparaît "d'inspiration chrétienne", elle est celle d'une "nation chrétienne" et ses caractères sont les suivants : *spiritualiste* (primauté aux valeurs d'esprit et répugnance de toute forme de matérialisme), *personnaliste* (d'où culte de la liberté et refus de toute forme d'assujettissement et de collectivisme), *communautaire* (la société n'est pas une multitude régie par les contraintes d'un État, mais une structure organique dont les communautés - famille, profession, paroisse, etc. - constituent la structure permanente) et *qualitative* (recherche d'une plus complète "humanisation").
- conception évolutionniste du changement, qui pour être véritable doit être lent : c'est une chimère que de penser "qu'un nouvel ordre social

surgira demain tout d'une pièce par une brusque intervention de l'État ou par un soudain sursaut de la société tout entière" (p. 228). Il faut au contraire attendre une ou même plusieurs générations pour qu'un nouvel ordre social atteigne un "certain degré d'achèvement". De plus, le changement - le progrès - ne peut s'effectuer sans une "fidélité au passé". "Le renouveau désiré devra consister, précise Minville, non pas en une révolution, mais en une réinterprétation de la pensée traditionnelle en regard des exigences économiques et sociales de notre époque" (p. 125). Et à cet égard, l'attitude des agriculteurs est édifiante : ils ont su "se réorganiser pour répondre aux besoins des temps nouveaux, sans s'écarter de la ligne d'inspiration traditionnelle de leur métier" (p. 132). Aussi, les agriculteurs font-ils figure d'avant-garde : ils ont su "rapidement trouver la formule", c'est-à-dire "bâtir un organisme économique en l'articulant à la vie nationale et en l'intégrant dans notre civilisation" (p. 147).

- perspective nationaliste : la coopérative est le seul moyen pour les francophones du Québec de "résister à la concurrence des entreprises anglo-canadiennes et américaines". "Mal pourvus en capitaux", ceux-ci n'ont d'autres choix, s'ils veulent "resaisir leur vie économique par la base", que de "recourir à la forme d'organisation qui leur convient le mieux : l'association des personnes dont le type le plus puissant, le plus souple, est la coopérative" (p. 113). Ainsi à une "préoccupation sociale" s'ajoute et se superpose une "perspective nationale".

Pour Esdras Minville, le renouveau de l'ordre social trouve donc son principe animateur en dehors même du champ politique et ne s'inscrit pas dans des conflits sociaux : au contraire, il suppose "la collaboration des employeurs et de toutes les classes de la société" (p. 145). Et en plus d'une visée nationaliste, ce renouveau comporte un double objectif : réhumaniser le travail et le travailleur - ce qu'oublient trop rapidement les syndicats - et permettre à tous d'accéder à "l'aisance moyenne".

À s'y méprendre, l'on croirait entendre Jacques Grand'Maison qui harangue les lecteurs du *Devoir* ou un groupe de séminaristes. Une analyse des divers discours tenus au cours des deux dernières décennies sur les thèmes de la participation, de l'animation, des comités de citoyens, etc., permettrait de dégager une problématique qui n'est pas si différente de celle d'un Esdras Minville : humanisme personnaliste, valorisation de "l'esprit communautaire", caractéristique des Québécois francophones, critique du totalitarisme, etc. Il s'agit là d'une pensée sociale et économique qui peut être dite "associative" (en opposition à un collectivisme qui apparaît "étatique") : entre l'État, symbole de l'autorité collective et l'individu, doit se développer (spontanément) tout un ensemble de groupements, d'associations, de mouvements, etc., qui insèrent

les membres de la collectivité dans des réseaux de solidarité. Se référant à ces groupements et associations, Célestin Bouglé, un disciple du sociologue français Durkheim, parlait au début du siècle, d'une nouvelle doctrine sociale, le "solidarisme". Cette doctrine qui s'est développée en marge et en opposition au socialisme scientifique (Marx) vise, pour reprendre une distinction introduite par Gramsci, à organiser parallèlement à une "société politique" déjà bien structurée (et dépendante de l'État et des gouvernements), la "société civile" ².

2. De l'État-Providence au "monstre technocratique"

[Retour à la table des matières](#)

Le titre même de l'essai de Jean-Jacques Simard indique qu'il sera question d'une analyse de la Révolution tranquille c'est-à-dire de la période qui va de 1962 à la fin de la décennie 60 et qui se caractérise par une transformation importante de l'appareil d'État provincial. Cependant seul le premier chapitre est consacré à l'analyse de cette transformation : croissance phénoménale des instances administratives provinciales, gonflement des effectifs professionnels (en particulier de l'ingénierie sociale et économique) dans la fonction publique, etc. Même si l'auteur ne fait guère référence à la conjoncture économique, celui-ci fournit un éclairage original de cette période et formule une hypothèse fort intéressante, à savoir que "les nouvelles élites de la Révolution tranquille se recrutaient autant auprès des milieux technocratiques qu'au sein de la bourgeoisie d'affaire (et des politiciens qui traditionnellement y étaient liés" (p. 44). Mais Jean-Jacques Simard délaisse rapidement l'analyse globale de la société québécoise pour s'intéresser à un aspect particulier : celui de la bataille du développement régional (dont principalement l'expérience du B.A.E.Q.). L'importance de cette expérience qui mobilisa directement plus de 3 000 personnes n'est évidemment pas négligeable pour la compréhension de la techno-bureaucratization. Tout au moins aurait-il fallu préciser qu'elle ne concerne pas uniquement l'État provincial.

² Gramsci dans le texte, Paris, éditions sociales, 1975.

L'analyse de l'expérience du B.A.E.Q. ne semble en fait qu'un prétexte pour amener le lecteur, qui s'est amusé de la naïveté des aménagistes (le changement social par le changement des mentalités) et qui a pris conscience des faiblesses d'une certaine idée (ou idéologie) de la participation-animation, aux deux derniers chapitres de l'ouvrage. Ces deux chapitres ont un caractère nettement pamphlétaire : le premier se présente comme une critique générale de "l'ordre nouveau technocratique" (l'aliénation dans les régions périphériques, la récupération par la participation, le musellement technocratique, économisme et productivisme, etc.). Quant à l'autre chapitre, il est carrément prophétique, l'auteur explicitant un contre-projet, celui de la communauté auto-déterministe (ou autogérée). De ce contreprojet, Simard en dégage lui-même les trois dimensions suivantes :

- une prise directe sur le pays : les membres de la société -réaffirment leur prise directe sur les éléments, en particulier sur le milieu physique, sur la "Terre".
- la recherche d'une communauté : c'est-à-dire construction de relations sociales qui sont plus *organiques* que fonctionnelles et qui sont fondées sur une "certaine homogénéité culturelle".
- la transformation des relations entre la vie publique et la vie privée de façon à "ramener dans le système de la *quotidienneté* l'activité publique des citoyens qui élaborent leur propre histoire". Il s'agit en quelque sorte de "marier à nouveau la solidarité par fusion et la solidarité instrumentale, la communication et le travail, la culture et l'économie, les valeurs fondamentales et l'efficacité économique, la quotidienneté et la politique, le vécu immédiat et l'histoire" (p. 167).

À prime abord, cette vision, que l'auteur résume lui-même en trois mots - *Petit* (n'entreprenez que ce qui demeure à l'intérieur de vos possibilités) ; *Terre* (comptez d'abord sur votre sol natal, vos ressources locales) et *Groupe* (travaillez ensemble plutôt qu'individuellement), - peut apparaître très éloignée de celle d'un Esdras Minville, mais l'on y retrouve à la fois un certain "spiritualisme" (rapatrier le développement dans les domaines des volitions humaines, des jugements de valeurs et de la morale collective, domaines auxquels la technologie doit être soumise) et un profond humanisme (réconcilier fins et moyens, revaloriser et "réhumaniser" le travail, etc.). Jean-Jacques Simard, qui à ses heures se fait moraliste, parle effectivement de "brandir" devant l'insensibilité morale du cybernétisme, la primauté des valeurs et des finalités, du bonheur, du bien et du bon" (p. 195). De plus, tout comme chez Minville, il y a rejet à la fois du capitalisme et du socialisme d'État, mais il s'agit chez Jean-Jacques Simard de renvoyer dos-à-dos les "gauches et les

droites officielles qui partagent la grâce de connaître les recettes du système social parfait" : les expériences communautaires récentes (Cabano, Mont-Laurier, Tricofil, etc.) constitueraient le point de ralliement et incarneraient l'espoir diffus de tous ceux qui "sont lassés des grands projets technocratiques de la Révolution tranquille" ou qui "sont rebutés par les phantasmes centralisateurs et étatiques du marxisme-léninisme". Le capitalisme étant devenu un capitalisme d'État, il ne s'agit donc plus d'opposer individualisme et collectivisme : aux deux modèles de sociétés (capitalisme et socialisme d'État) qui fonctionnent maintenant tous deux à la "technobureaucratie", il faut opposer une troisième voie, celle qui permet de "libérer l'avenir". En marge et en rupture des *institutions*, cette troisième voie se construit sur la base des associations, qui seules peuvent affranchir l'imagination et les pouvoirs humains et assurer une réappropriation de la technique, bref éliminer l'aliénation sous toutes ces formes.

3. Les ambiguïtés de la "troisième voie"

[Retour à la table des matières](#)

À plusieurs égards, les projets coopératifs et autogestionnaires qu'élaborent Esdras Minville et Jean-Jacques Simard sont différents. Il ne faudrait être injuste ni pour l'un ni pour l'autre : ces deux "penseurs sociaux" qui sont confrontés à des conjonctures très différentes, n'ont pas les mêmes "lettres", le même engagement, etc. Mais, il y a au niveau de la problématique, une certaine parenté, un "air de famille". De plus, leurs réflexions respectives véhiculent les mêmes ambiguïtés : dans les deux cas (et principalement dans le dernier), la problématique ne fournit qu'un éclairage partiel au sujet de la question des relations entre d'une part les entreprises coopératives ou autogérées et d'autre part : 1) le mouvement syndical; 2) le mouvement nationaliste et 3) l'État. Par ailleurs, les expériences communautaires privilégiées se sont souvent développées en milieu rural ou semi-urbain : il n'est pas toujours facile de s'imaginer comment celles-ci peuvent s'implanter en milieux urbains. S'agit-il comme le laisse entendre Minville, de lier "l'ancien" au "moderne", le

mode de vie "traditionnel" aux exigences techniques ? Avant d'aborder la question des ambiguïtés, il n'est pas sans pertinence de mettre en lumière cette nostalgie d'une société rurale, petite et homogène qui transparaît dans les écrits de nos deux penseurs sociaux confrontés au monde moderne (identifié par l'un à la technique et l'autre à la cybernétique).

- La nostalgie d'une société rurale, petite et homogène

[Retour à la table des matières](#)

Ni Minville ni Simard ne souhaitent vraiment un retour en arrière, mais l'ensemble de leurs réflexions se déploie en référence au monde rural, à la campagne et aux petits villages québécois : les exemples qu'ils fournissent concernent principalement, pour l'un, les coopératives agricoles et pour l'autre, les mouvements régionalistes ou expériences communautaires régionales. Tout porte à croire que le changement social viendra des régions excentriques, de la campagne, bref de la périphérie. Michel Van Schendel n'avait-il pas écrit lui-même il y a quelques années que si mouvement révolutionnaire il y avait, celui-ci devrait d'abord s'enraciner en province... Quelle que soit la valeur de cette prédiction, se pose le problème de la ré-invention d'une vie "communautaire" en milieux urbains et industriels, dans ces milieux qui se caractérisent par une forte différenciation sociale et selon l'expression d'Halbwachs, par une plus grande "complication". "Arrivé en ville", le mouvement coopératif n'a-t-il pas lui-même rencontré cette difficulté ? Celui-ci fournit évidemment des services, mais sans susciter une véritable participation ni créer de fortes solidarités ou sentiments d'appartenance. Pour leur part, plusieurs militants du Rassemblement des citoyens de Montréal, dont le programme politique de la dernière campagne électorale était centré sur l'idée du "conseil de quartier", ont bien vu la fragilité d'un tel projet qui exigerait une infrastructure matérielle et une organisation sociale très différentes.

Devant cette difficulté, deux possibilités sont offertes : l'alliance (de l'ancien et du nouveau) qui comporte le danger de la récupération et le refus (à la fois de l'ancien et du moderne), qui risque de conduire à l'isolement et à la marginalité. Alors que Minville opte clairement pour la première solution, Simard semble plus favorable à la seconde... Mais quel est l'intérêt d'un mouvement (associatif) qui est voué soit à la récupération soit à la marginalité ?

- La lutte des classes et le mouvement syndical

[Retour à la table des matières](#)

Contrairement et en opposition au marxisme (et au marxisme-léninisme), l'élaboration d'une troisième voie accorde habituellement une place très faible à l'analyse des rapports sociaux (de classe) : l'on minimise les antagonismes sociaux pour mettre en évidence les phénomènes de communauté, de solidarité, de consensus. Et lorsqu'il est question de conflits, il ne s'agit pas seulement et surtout de conflits de classes. Ainsi Jean-Jacques Simard, qui considère le concept de classe sociale beaucoup trop abstrait, substitue, en bon lecteur de Touraine qu'il est, l'opposition technocratique / dominés (ou peuple) à l'opposition bourgeoise / prolétariat.

Quant au mouvement syndical, ce mouvement social du XIXe siècle, il n'est pas totalement négligé, mais son importance apparaît secondaire : les leaders syndicaux passent au "second plan", derrière une base qui se prend en main elle-même et se donne les instruments de défense économique. Proche d'une position anti-syndicaliste, cette attitude conduit à critiquer diverses faiblesses de l'organisation, de "l'institution" syndicale, mais elle ne permet pas d'approfondir l'analyse des relations complexes entre le mouvement syndical et les entreprises coopératives ou autogérées. L'expérience communautaire, telle l'autogestion d'une entreprise, ne risque-t-elle pas d'effriter l'identité syndicale et de paralyser l'action des organisations syndicales qui ne constituent plus le seul moyen de défense contre un patron et un système ?

- La question nationale et l'État

[Retour à la table des matières](#)

Une première lecture des textes de Minville et de Simard fait apparaître le premier beaucoup plus nationaliste que le second : en effet, dans *L'Économie québécoise et la science économique*, il est fait beaucoup plus fréquemment allusion à la question nationale, à la situation du Canadien français; le mouvement coopératif y est conçu comme un des éléments de la stratégie de survie et de renaissance de la nation canadienne-française. Pourquoi ce silence chez un Jean-Jacques Simard, qu'on aurait très bien vu emprunter les beaux

fleurons de la rhétorique nationaliste ? Formulons une hypothèse : tant que le mouvement nationaliste était lui-même de caractère "associatif" (association nationaliste, telle la société Saint-Jean-Baptiste, groupes de pression, cercles d'études et de conférences, etc.), il n'y avait guère de tensions et d'antinomie entre ce mouvement et le mouvement coopératif; mais dès que le mouvement nationaliste qui était largement culturel devient plus proprement politique, qu'il se transforme en une organisation politique (ou en parti) et qu'il vise le pouvoir d'État, il se situe dans une toute autre "orbite", dans une toute autre logique. Depuis l'accès du Parti québécois au pouvoir, l'antinomie est plus évidente : alors même que la résolution de la question sociale exige une consolidation de l'État (québécois), l'avènement de communautés autogérées présuppose son affaiblissement (décentralisation) voire même sa disparition.

4. L'autogestion, une stratégie de repli ?

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse de ces diverses questions-problèmes conduit à s'interroger sur les conditions de possibilités (et les limites) d'un mouvement à caractère associatif. Esdras Minville, qui se voulait sérieux et réaliste, aborde à quelques reprises ces questions, examine la fonction de l'État, touche au thème de la planification. En comparaison, Jean-Jacques Simard apparaît plus utopiste : espérant voir "se dérégler la machine productiviste", celui-ci qualifie lui-même son projet "d'utopie contre-cybernétique". L'on pourrait, en empruntant l'expression d'Alexandrian, parler ici de "socialisme romantique" : les lignes communes des protagonistes de ce socialisme (Saint-Simon, Fourier, Comte, etc.) sont le refus du bouleversement violent de la société, la recherche des moyens qui tout en enrichissant les pauvres sans appauvrir les riches permettraient l'accessibilité de tous à la propriété, la valorisation de l'initiative humanitaire, etc.³ Mais à la fois par la problématique et par les ambiguïtés qu'il véhicule, le projet autogestionnaire de Jean-Jacques Simard n'est pas très différent du projet coopératif de Minville : ces deux projets s'inscrivent dans une perspective "associative" et concernent, non tant le champ d'action

³ Alexandrian, *Le socialisme romantique*, Paris, Le Seuil, 1978.

politique que le champ d'activités économiques. Comment expliquer la continuité-similitude de ces deux projets ? Comment expliquer l'attrait que ces projets peuvent exercer dans une société telle la société québécoise ? Examinons brièvement quelques réponses ou hypothèses.

La première hypothèse renvoie aux intellectuels (et membres du clergé) qui ont été souvent étroitement liés à des mouvements à caractère "associatif" : organisations volontaires, coopératives, etc. Un exemple de cette liaison est la mise sur pied à la fin des années 1930 d'un Conseil Supérieur de la Coopération et d'une revue, *Ensemble* : à cette initiative collaborent étroitement les professeurs de l'École des Sciences sociales de l'Université qui acceptent de mettre leur savoir "au service du peuple" (cours par correspondance, conférences, sessions d'études, etc.). Pour l'intellectuel catholique ou le membre du clergé qui voulait s'engager socialement, les associations, coopératives et syndicats offraient un champ d'action privilégié : ils constituaient des zones de la "société civile" qui risquaient d'échapper au contrôle de l'Église. Cette (courte) tradition de "l'intellectuel catholique" qui exerce une action (politique) tout en entrant la politique (partisane) - d'où l'impression d'un certain apolitisme⁴ - s'est par la suite maintenue... Pour certains, le mouvement coopératif et aussi le mouvement syndical (catholique) auraient assuré l'hégémonie de la petite bourgeoisie (traditionnelle) sur la classe ouvrière et les milieux populaires québécois : ils auraient été des mécanismes d'encadrement et d'assujettissement idéologique⁵. Même si au Québec ne s'est pas développé comme en France, un "mouvement des classes moyennes"⁶, il semble bien que la constitution de mouvements à caractère associatif ne soit pas indépendante de la position et de la transformation de la position qu'occupait la petite-bourgeoisie (et aussi les petits agriculteurs) : la position de ces groupes sociaux était en effet à partir des années 1950, déclinante puisque le développement du capitalisme de monopole tendait déjà à les marginaliser. Le coopératisme et aussi le nationalisme ont pu alors apparaître comme des stratégies de résistance à de telles tendances.

De façon plus générale, et selon la thèse du développement inégal, tout porte à croire que les initiatives coopératives et autogérées trouvent leurs conditions d'émergence dans les zones ou les secteurs défavorisés ou délaissés par le développement du capitalisme. Pensons aux milieux ruraux excentriques, aux petits agriculteurs qui n'avaient d'autre choix, devant le processus d'industrialisation de l'agriculture, que de se regrouper pour commercialiser leurs produits. De même pour l'expérience de Tricofil qui s'est située dans un secteur "mou" de l'économie, celui du textile. "Maillon faible du capitalisme",

⁴ Bélanger, André-J., *L'apolitisme des idéologies québécoises*, Montréal, H.M.H., 1976.

⁵ Vaillancourt, Yves et Michel Pelletier, *Les travailleurs et les politiques sociales*, Montréal, 1974.

⁶ Boltanski, Luc, "Les systèmes de représentation d'un groupe social : les «cadres»", *Revue française de sociologie*, vol. XX, no 4, oct-déc. 1979, pp. 631-669.

le Québec réunirait plusieurs conditions favorables à l'émergence de telles expériences... Mais et c'est l'hypothèse que nous voudrions présenter en terminant ce texte, l'attrait des mouvements à caractère associatif n'a de chance d'être grand, pour des groupes en déclin ou en situation difficile, que s'il y a, au niveau de l'action politique, un "blocage", c'est-à-dire une impossibilité à la fois objective et subjective de modifications de la structure politique. Dans le cas particulier du Québec, le blocage renvoie aux relations avec le Canada anglais et de façon spécifique avec l'État fédéral (qui a les véritables moyens de la domination politique). Le mouvement coopératif a connu un développement important au cours des années 1930 et 1940, c'est-à-dire durant une période où un gouvernement provincial, celui de l'Union nationale, formulait d'incessantes revendications "autonomistes", qui n'ont pu freiner à partir de la Seconde Guerre Mondiale le processus de centralisation politique (au profit du gouvernement fédéral). Tout se passe comme si devant l'impuissance du discours nationaliste (et les actions dans le champ politique), l'on se tournait vers des actions plus concrètes et que l'on se repliait vers la "base". Qu'en est-il actuellement des expériences d'autogestion qui ont bénéficié d'une bienveillance de la part du gouvernement du Parti québécois ? La volonté de contrôler divers secteurs d'activités économiques et aussi, par l'autogestion, le procès de travail lui-même, a acquis une dimension nationaliste, sans qu'il y ait pour autant une véritable articulation entre le mouvement nationaliste et les expériences autogestionnaires. Cette articulation est-elle possible et souhaitable ? L'orientation du Parti québécois en matière de politiques économiques ne laisse présager qu'une articulation partielle, fragile et temporaire... Face à l'échec du Oui au référendum et devant la perspective d'une défaite électorale du Parti québécois aux prochaines élections, bref devant l'impasse d'une action proprement politique, les expériences autogestionnaires (et la création de petites coopératives) ne deviendront-elles pas des solutions de "repli" ? À défaut de pouvoir modifier la structure du champ politique et d'éliminer la domination de l'État fédéral (et du Canada anglais), les énergies se tourneront vers la "société civile" afin de s'assurer, jusqu'à la prochaine lutte politique, le contrôle des divers réseaux, organisations et entreprises dans lesquels est inséré (et encadré) le "peuple" québécois.

Fin du texte